

S'il est vrai que la plupart des consultants ont été chargés de questions particulières, trois d'entre eux ont été engagés dans un but général: les firmes Akin, Grump, Strauss, Hauer et Feld et Interface International, par le gouvernement précédent, et la firme de Michael K. Deaver and Associates par le gouvernement actuel. Les deux premières firmes ont fourni des informations et des conseils utiles sur des questions clés comme la législation sur les contingents d'importation d'acier, les recours commerciaux dont peut se prévaloir l'industrie sidérurgique américaine, la législation concernant le subventionnement de l'exploitation des ressources naturelles, les restrictions "Buy America" imposées sur le ciment et le matériel de transport en commun, la vente de véhicules blindés légers et autres.

Le mandat de M. Deaver figure dans le contrat que j'ai présenté la dernière fois que j'ai comparu ici. J'ai fourni des renseignements supplémentaires dans la lettre que j'ai adressée à M. Winegard le 21 mai. Je dois préciser que nous n'avons jamais demandé à M. Deaver de faire du lobbying pour notre compte. Les contacts, dont il a fourni la liste au département américain de la Justice, entre sa firme (il ne les a pas eus personnellement) et le bureau du représentant américain au commerce n'ont pas été pris à notre demande. L'ambassadeur s'en est remis à M. Deaver pour lui donner des conseils concernant le traitement à accorder à de nombreuses questions. M. Deaver a conseillé de lancer un appel d'offres pour la passation d'un important contrat de services de relations publiques pour l'ambassade, et il a fourni des conseils sur les aspects "relations publiques" de l'initiative commerciale et du dossier des pressions protectionnistes. Ce n'est pas lui qui a fait des démarches en notre nom en ce qui concerne les pluies acides.

Il est vrai que M. Deaver a participé le 25 octobre 1985 à une réunion entre les deux envoyés spéciaux et l'ambassadeur Gotlieb ainsi que M. Doucet à New York. Cette réunion avait trait principalement à la date de présentation du rapport des envoyés et aux incidences sur les relations publiques que pourrait avoir la publication de ce rapport à une date prématurée. M. Lewis était sur le point d'accepter une nouvelle nomination et avait hâte de terminer ses travaux en tant qu'envoyé spécial. MM. Lewis et Davis ont eu beaucoup d'autres réunions auxquelles M. Deaver n'a pas assisté. M. Deaver a fait rapport au département de la Justice de sa participation à la réunion du 25 octobre étant donné que ni lui, ni nos représentants officiels n'ont considéré que sa présence était irrégulière. Je reconnais que certains y ont